



**PRÉFET  
DE SEINE-ET-MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et  
interdépartementale de  
l'environnement, De l'aménagement et  
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale de Seine-et-Marne  
14 rue de l'Aluminium  
77547 SAVIGNY-LE-TEMPLE

Savigny-le-Temple, le

**11 JUIL. 2023**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29 juin 2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**GSM secteur IdF Est**

Les Technodes

BP 2

78930 Guerville

Références : E23 - J656

Code AIOT : 0006501477

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 juin 2023 de la carrière alluvionnaire de sables et de graviers et de son installation de traitement exploitée par la société GSM sur le territoire de la commune de Luzancy (77138). L'inspection a été annoncée le 28 juin 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les conditions hydro-météorologiques exceptionnelles de l'année 2022 ont conduit à généraliser, au cours de l'été, la mise en œuvre du dispositif de gestion de la sécheresse sur l'ensemble de la France métropolitaine. Des situations d'étiage sévère des cours d'eau ont été rencontrées sur l'ensemble des bassins. Pour faire face à cette situation, des arrêtés de limitation des usages de l'eau ont été pris dans l'ensemble des départements métropolitains. Dans ce cadre, le Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires a engagé une action nationale « sécheresse » visant à évaluer les économies déjà réalisées avant la prise de restrictions complémentaires ainsi que les bonnes pratiques mises en œuvre au sein des établissements, et à recenser les installations ne disposant pas de prescriptions dédiées dans leurs arrêtés préfectoraux. L'inspection du 29 juin 2023 s'inscrit dans le cadre de cette action nationale.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- GSM secteur IdF Est
- Les Fonds de Courcelles - 77138 Luzancy
- Code AIOT : 0006501477
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société GSM est autorisée à exploiter une carrière alluvionnaire de sables et de graviers à ciel ouvert, ainsi qu'une installation de traitement de matériaux extraits sur le territoire de la commune de Luzancy.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- sécheresse.

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations

classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Sécheresse	Code de l'environnement, article R. 211-21-1	/	Sans objet
2	Sécheresse	Autre du 29/06/2023	/	Sans objet
3	Sécheresse	Autre du 29/06/2023	/	Sans objet
4	Sécheresse	Autre du 29/06/2023	/	Sans objet
5	Sécheresse	Autre du 29/06/2023	/	Sans objet
6	Sécheresse	Autre du 29/06/2023	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant assure le recyclage des eaux de son installation de traitement de matériaux extraits. Les eaux prélevées pour le lavage des matériaux sont renvoyées majoritairement vers le milieu d'origine.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article R. 211-21-1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mise en œuvre d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> I.-Pour la mise en œuvre d'une gestion équilibrée et durable de la ressource en eau conformément aux objectifs fixés par l'article L. 211-1, les volumes d'eau dont le prélèvement est autorisé permettent, dans le respect des exigences de santé, de salubrité publique, de sécurité civile et d'alimentation en eau potable de la population, de satisfaire ou de concilier les différents usages anthropiques et le bon fonctionnement des milieux aquatiques dépendant de cette ressource.
<b>Constats :</b> La société GSM exploite, sur le site de Luzancy, une installation de traitement de matériaux extraits de la carrière de sables et de graviers de Citry. Les matériaux sont apportés par voie fluviale. Ces matériaux sont destinés au BTP. Le traitement vise à retirer la fraction argileuse qui s'élève autour de 7 %. Pour réaliser ce traitement, la société GSM pompe l'eau dans le grand plan d'eau présent sur site. Les eaux chargées de fines sont ensuite rejetées dans ce même bassin, sur un secteur du bassin permettant leur décantation. Le débit de l'installation de traitement de matériaux extraits s'élève à 300 m <sup>3</sup> /h. Pour traiter un volume de matériaux, il est nécessaire d'utiliser 1,5 fois ce volume en eau. Un compteur permet d'évaluer la quantité prélevée dans le bassin. Le bassin est en communication avec la nappe alluviale de la Marne. Les matériaux après traitement contiennent entre 6 % et 12 % d'humidité.  Dans le cadre de ses déclarations de consommation d'eau auprès de l'agence de l'eau du bassin Seine-Normandie, l'exploitant applique un calcul forfaitaire : 1m <sup>3</sup> d'eau consommée pour une tonne de matériaux lavés. Il est à noter que l'eau qui ruisselle sur la plate-forme (eaux pluviales, eaux de traitement) est renvoyée vers le bassin via un réseau de ruisseau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 2 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 29/06/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Relevés hebdomadaires de ses prélèvements et de la consommation d'eau,
<b>Constats :</b> L'exploitant assure le suivi du débit d'eau alimentant son installation de traitement. Il serait en mesure d'informer sur ses prélèvements d'eau à l'aide du compteur installé au niveau de la canalisation des eaux pompées du bassin pour envoi vers l'installation de traitement de sables et en se basant sur sa production de sables lavés lors d'un épisode de sécheresse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 29/06/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau
<b>Constats :</b> L'exploitant indique qu'il pourrait optimiser ses activités lors de période de sécheresse pour diminuer ses consommations d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 29/06/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Mesures de limitation des rejets polluants et de renforcement de la surveillance des rejets
<b>Constats :</b> L'exploitant vérifie la qualité du bassin, ainsi que celle des eaux traitées par le déshuileur au niveau de l'aire étanche 1 fois par an. L'exploitant ne met pas en œuvre actuellement de mesures de limitation des rejets polluants et de renforcement de la surveillance des rejets en cas de sécheresse.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 5 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 29/06/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures générales en cas de sécheresse
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Transmission des relevés hebdomadaires des prélèvements et de la consommation d'eau à l'inspection sur l'ensemble des périodes d'alerte, alerte renforcée ou crise.
<b>Constats :</b> L'exploitant est en mesure de transmettre des relevés hebdomadaires de ses prélèvements et de sa consommation d'eau à l'inspection toutes les semaines, sur l'ensemble des périodes d'alerte, alerte renforcée ou crise.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

N° 6 : Sécheresse

<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 29/06/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Procédures générales en cas de passage du seuil de vigilance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Mise en œuvre de mesures particulières lors du passage du seuil d'alerte, alerte renforcée et/ou crise
<b>Constats :</b> L'exploitant peut être amené à laver les godets des machines, mais surtout l'hiver. Il pourrait réduire la fréquence de ce lavage lors du passage du seuil d'alerte, alerte renforcée et/ou crise.  L'action principale pour réduire ses prélèvements serait de réduire sa production.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet